

Point de vue

**Obscénité franco-tchadienne**, par Jean-François Bayart

LE MONDE | 12.02.08 | 13h20 • Mis à jour le 12.02.08 | 13h20

Idriss Déby a pris le pouvoir par les armes en décembre 1990. Il venait de Libye et du Darfour et avait bénéficié de l'aide militaire française pour chasser Hissène Habré, devenu embarrassant. Il a persisté dans son être présidentiel jusqu'à aujourd'hui à grand renfort de combats, de répression, de fraudes électorales, de manipulations constitutionnelles.

Pillant sans ambages les ressources de l'économie nationale, bafouant les accords signés avec la Banque mondiale quant à l'utilisation de la rente pétrolière, impliqué dans la contrebande avec l'Arabie saoudite, spéculant contre sa propre monnaie à l'approche de la dévaluation du franc CFA, en janvier 1994, grâce aux informations dont il bénéficiait en sa qualité de chef d'Etat, éclaboussé par un trafic de faux dinars de Bahreïn, il a néanmoins joui du "soutien sans faille" de la part de la France. Les rebelles qui veulent maintenant le renverser sont eux-mêmes issus de son entourage et ont donc longtemps bénéficié des sollicitudes de Paris avant de trahir un maître désormais moins partageux.

Nicolas Sarkozy a doublé la mise. Au risque de finir de s'aliéner ses partenaires européens qui déjà redoutaient le dévoiement de la force européenne (Eufor), il a engagé dans les combats des officiers d'état-major, le 1<sup>er</sup> février, et des éléments du commandement des opérations spéciales (COS), le 2. Il a ensuite livré des armes le 4 février via la Libye, dont le dirigeant avait été reçu en décembre 2007 à Paris avec les égards que l'on sait. Le 6 février, le ministre de la défense, Hervé Morin, s'est rendu à N'Djamena pour réitérer le "soutien sans faille" de la France au président Déby, et, pour que chacun comprenne le message, il s'est fait photogrophier l'oeil dans le viseur d'une arme automatique.

A quelques mois de la présidence française de l'UE, le coût diplomatique de ce choix sera élevé. Politiquement, et sans doute militairement, il sera payé en pure perte puisque le régime tchadien est exsangue et n'est plus qu'un miraculé du COS. Tôt ou tard, il sera remplacé par l'un de ses clones, avec ou sans l'aide du Soudan. Les livraisons d'armes nourriront la reprise de la guerre dans l'est du Tchad et au Darfour, voire en Centrafrique. Jusque-là, cette politique absurde reste dans la continuité des années 1990-2000. L'habillage onusien ex-poste de l'intervention française ne constitue pas non plus une rupture, quoi qu'en dise l'Elysée. Jacques Chirac et Dominique de Villepin étaient déjà parvenus à vêtir de la sorte l'opération "Licorne" en Côte d'Ivoire, quelques semaines après son déclenchement.

Non, la vraie rupture est ailleurs : dans la pornographie de la mise en scène, inédite dans une "Françafrique" qui pourtant n'a jamais été bégueule en la matière. Pour tenir sa promesse vantarde d'arracher aux griffes de la justice nègre L'Arche de Zoé, Nicolas Sarkozy a, dans les faits, troqué la grâce de six criminels humanitaires français contre l'arrestation musclée des quatre principaux leaders de l'opposition légale tchadienne, signataires de l'"accord politique global visant à renforcer le processus démocratique", paraphé le 14 août sous les auspices de l'Union européenne.

Certes, Hervé Morin a dit vouloir se préoccuper de ceux-ci dès que la situation le permettrait. Mais deux, quatre, huit jours à 220 volts, sous le fouet ou en balançoire, c'est long, monsieur le ministre. Si tant est que ces hommes soient toujours vivants. Et sans parler de leurs militants, raflés dans les quartiers de N'Djamena, emprisonnés, torturés, voire exécutés, dans les heures et les jours qui ont suivi le miracle du COS. Paris n'a pas su, ou pas voulu, monnayer son intervention contre le respect du pluralisme et des droits de l'homme. Le ton martial du président Déby indique que la chasse aux démocrates (et non seulement aux rebelles) est ouverte. Son cynisme laisse présager le pire : *"Je ne m'occupe pas du tout de ces détails que nous verrons plus tard"*, a-t-il déclaré à propos des quatre disparus.

Tout comme Juvénal Habyarimana après l'offensive du Front patriotique rwandais en octobre 1990, il a utilisé et continuera d'instrumentaliser l'attaque militaire dont il a été l'objet pour se retourner contre l'opposition légale avec la caution de la France et pour mettre hors d'état de nuire les mouvements qui auraient pu contribuer à une sortie politique du conflit armé. Sur le terrain, les troupes françaises collaboreront avec des homologues tchadiens coupables d'assassinats politiques, comme au Rwanda quinze ans auparavant, même si les deux situations ne sont en rien comparables. A l'Europe, il est signifié ce que valent ses auspices, et celle-ci, au demeurant, se couche.

Le plus sordide reste à venir sur nos écrans de télévision. La grande joie de la nation saluant la libération de ses humanitaires égarés, mais trop injustement punis par la justice nègre, occultera définitivement le sauvetage militaire d'un pouvoir prédateur et meurtrier au prix de l'annihilation de son opposition légale. Le discours de Nicolas Sarkozy sur l'Afrique, depuis son élection, nous a préparés à cette arithmétique : six coupables blancs valent quatre innocents noirs, et le sort de centaines de victimes anonymes envoyées ad patres par des munitions françaises est un non-événement puisque les médias l'ont tu et que ces morts n'appartiennent pas à l'histoire. Obscène.

Néanmoins, cette obscénité n'est pas qu'une faute de goût de la part d'un président qui décidément n'en a guère. Annoncée par le discours de Dakar et par le mépris affiché à l'endroit de la justice tchadienne, elle entachera définitivement son action au sud du Sahara pour le restant de sa carrière politique. Elle souille la compétence et le dévouement des serviteurs de l'Etat qui vaille que vaille oeuvrent aux relations franco-africaines dans un contexte difficile. Elle compromet le travail et la sécurité des entreprises et des ONG de notre pays, qui sont actives sur le continent. Elle plonge dans la honte et la colère les Français et les Africains qui se font une autre idée de la République et hésitent désormais à se regarder dans les yeux.

---

**Jean-François Bayart** est directeur de recherche au CNRS.

Article paru dans l'édition du 13.02.08